

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 400 DU JEUDI 02 OCTOBRE 2025 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Fête de l'indépendance guinéenne

P.6

Mamadi Doumbouya s'adresse à la nation



Edito à vue d'Aigle

67 ans d'indépendance assumée !

Ce jeudi 02 Octobre 2025, la Guinée, dans sa diversité et aux quatre coins du pays, célèbre l'An 67 de son accession à l'indépendance, dans les circonstances que l'on sait. Le 28 septembre 1958, l'on s'en souvient, la Guinée a massivement voté "Non" au référendum gaulliste...

Indépendance Guinéenne

P.5



Le regard d'Ousmane Boh Kaba

CNT

P.3



Le message de Dansa Kourouma, après l'adoption de la nouvelle constitution

New York

P.7



Le Général Amara Camara rencontre la communauté guinéenne et défend le bilan du CNRD

Présidentielle 2025

P.2

Dr Faya Millimouno préfère garder le suspense sur sa participation

Politique

P.5

Mohamed Lamine Kamano prend les rênes du FONAJEP

Moyen-Orient

P.6

L'Égypte en première ligne dans la crise de Gaza

INTERVIEW

Présidentielle 2025

Édito à vue d'aigle



67 ans d'indépendance assumée !

Ce jeudi 02 Octobre 2025, la Guinée, dans sa diversité et aux quatre coins du pays, célèbre l'An 67 de son accession à l'indépendance, dans les circonstances que l'on sait. Le 28 septembre 1958, l'on s'en souvient, la Guinée a massivement voté "Non" au référendum gaulliste. Un choix courageux qui lui ouvrira grandement et fièrement les portes de l'indépendance proclamée le 02 octobre de la même année. De 1958 à ce jour, les régimes qui ont eu à se succéder ont posé des actes diversement appréciés. Pendant 26 ans, c'est Sékou Touré, le Responsable suprême de la Révolution, qui a présidé aux destinées de la Guinée. Le natif de Faranah est présenté par certains comme un grand patriote doublé d'un défenseur attiré de la cause africaine. Pour d'autres par contre, le père de l'indépendance guinéenne, c'est aussi l'homme du tristement célèbre camp Boiro où beaucoup d'intellectuels ont péri pour avoir osé s'opposer à la façon dont le pays était dirigé. Le 3 avril 1984, une semaine après le décès du président Sékou Touré aux Etats-Unis, des suites de maladie, l'armée guinéenne à sa tête le colonel Lansana Conté, s'est emparée du pouvoir sans effusion de sang. Cet officier supérieur restera lui aussi au pouvoir pendant 24 ans. Au lendemain de sa disparition le 22 décembre 2008, le capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD se sont retrouvés à la tête du pays suite à un coup de force, au nez et à la barbe de ceux qui souhaitaient vivement la transmission du pouvoir par voie constitutionnelle. Malheureusement, le 28 septembre 2009, une manifestation pacifique des Forces vives de la nation a été réprimée dans le sang dans le plus grand stade de la capitale à l'époque, faisant plus de 150 morts, avec des dizaines de femmes violées. Le champion du RPG, le professeur Alpha Condé, deviendra en décembre 2010 le premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante. Après ses deux mandats constitutionnels, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique" a cru devoir s'offrir un troisième mandat controversé et contesté dans les rues avec son lot de morts. Et vint le 5 septembre 2021. Ce jour-là, le général Mamadi Doumbouya, alors commandant du groupement des forces spéciales, a renversé le régime d'Alpha Condé accusé de crimes économiques et de sang. Il a promis d'organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet, pour remettre le pouvoir aux civils. Une nouvelle constitution vient d'être adoptée par référendum. Un scrutin boycotté par des acteurs sociopolitiques regroupés au sein des Forces vives de Guinée qui accusent ouvertement le tombeur d'Alpha Condé de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

néenne, c'est aussi l'homme du tristement célèbre camp Boiro où beaucoup d'intellectuels ont péri pour avoir osé s'opposer à la façon dont le pays était dirigé. Le 3 avril 1984, une semaine après le décès du président Sékou Touré aux Etats-Unis, des suites de maladie, l'armée guinéenne à sa tête le colonel Lansana Conté, s'est emparée du pouvoir sans effusion de sang. Cet officier supérieur restera lui aussi au pouvoir pendant 24 ans. Au lendemain de sa disparition le 22 décembre 2008, le capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD se sont retrouvés à la tête du pays suite à un coup de force, au nez et à la barbe de ceux qui souhaitaient vivement la transmission du pouvoir par voie constitutionnelle. Malheureusement, le 28 septembre 2009, une manifestation pacifique des Forces vives de la nation a été réprimée dans le sang dans le plus grand stade de la capitale à l'époque, faisant plus de 150 morts, avec des dizaines de femmes violées. Le champion du RPG, le professeur Alpha Condé, deviendra en décembre 2010 le premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante. Après ses deux mandats constitutionnels, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique" a cru devoir s'offrir un troisième mandat controversé et contesté dans les rues avec son lot de morts. Et vint le 5 septembre 2021. Ce jour-là, le général Mamadi Doumbouya, alors commandant du groupement des forces spéciales, a renversé le régime d'Alpha Condé accusé de crimes économiques et de sang. Il a promis d'organiser des élections libres et transparentes, de la base au sommet, pour remettre le pouvoir aux civils. Une nouvelle constitution vient d'être adoptée par référendum. Un scrutin boycotté par des acteurs sociopolitiques regroupés au sein des Forces vives de Guinée qui accusent ouvertement le tombeur d'Alpha Condé de vouloir confisquer le pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

Kéfina Diakité

Dr Faya Millimouno préfère garder le suspense sur sa participation



Le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée pourrait être effectif dès l'année prochaine. Après la promulgation de la nouvelle constitution, le président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya a pris un décret pour fixer la date de la présidentielle au 28 décembre 2025. Du côté du Bloc Libéral, une question reste en suspens. Docteur Faya Lansana Millimouno, leader de cette formation politique devrait céder sa place à l'issue d'un congrès électif qui aura lieu en ce mois d'octobre. Sera-t-il candidat ? Le scrutin sera-t-il inclusif ? L'opposant s'est confié à votre hebdomadaire.

L'Aigleinfos : L'élection présidentielle aura lieu le 28 décembre 2025 selon un décret pris par le président de la transition. Qu'en pensez-vous ?

Dr Faya Millimouno : Ça a été assez militaire, on sait que c'est des militaires qui sont au pouvoir mais il faut que le président dose un peu la dimension militaire de ses actes. Parce que ça fait quand même quatre ans qu'il est au pouvoir. Il y a des choses qui nécessitent une certaine concertation. Quand le dialogue est complètement interrompu dans un pays, ça ne conduit pas à un bon lendemain. J'aurais souhaité personnellement que l'annonce de cette date ait été précédée par un dialogue. Parce que beaucoup d'actes qui ont été posés avant cette annonce n'étaient pas un consensus absolu.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous croyez au respect de cette date ?

Dr Faya Millimouno : Ce que je crois par rapport à cette précipitation, c'est que le CNRD est venu sous-tirage et nous avait dit beaucoup de choses. Il s'est avéré que beaucoup de choses que le CNRD avait dites, c'était de la tromperie. Aujourd'hui, nous avons la vraie face du CNRD. Après le "Koutou-Koutou", la Constitution a été adoptée.

L'Aigleinfos : Justement en parlant de la constitution,

vous avez déposé un recours à la Cour suprême pour que les résultats soient invalidés mais cela n'a pas porté.

Dr Faya Millimouno : Et vous vous rappelez de l'audience de la Cour suprême. Cette audience même a été illégale. Parce que, de par la loi, après la proclamation des résultats globaux provisoires, il y avait un délai de 72 heures pour permettre à tous ceux qui n'étaient pas d'accord de faire un recours, soit en annulation ou en correction. Ce jour vendredi au nom de deux formations politiques, nous avons été faire le dépôt de notre recours. Eh bien, les membres de la Cour suprême étaient un peu étonnés. Il y a quelqu'un qui nous a fait une indiscretion. Il nous a dit, d'ailleurs, nous, nous allons rendre définitifs ces résultats-là ce soir à 18h. Ce qui était déjà clairement en violation de la loi, parce qu'il aurait fallu, pour respecter, n'est-ce pas, l'esprit de la loi. Et là, j'ai été personnellement très déçu. J'ai pensé que les magistrats de notre pays étaient prêts à donner un sens à l'expression justice boussole.

L'Aigleinfos : Le Bloc Libéral doit tenir son congrès électif en ce mois d'octobre au cours duquel vous allez céder le fauteuil. Est-ce que cela sous-entend que le BL va présenter un autre candidat qui ne soit pas vous ?

Dr Faya Millimouno : Le BL va tenir son congrès en octobre. Et Dr Faya ne sera plus président. Est-ce que ça veut dire que les élections prochaines, Dr Faya ne sera pas candidat ? Ce n'est pas lié. Quand on dit être président du parti et être candidat du parti à une élection, ce n'est pas lié. Donc, lorsque nous allons nous réunir en congrès, effectivement, si nous jugeons nécessaire de participer aux élections prochaines, nous allons ériger notre congrès en convention pour investir un candidat. Est-ce que ce candidat sera Faya ? Je préfère garder le suspense. Ce que je peux vous dire, c'est

que le BL agira toujours dans l'intérêt supérieur de ce pays.

L'Aigleinfos : Est-il possible de parler d'élection inclusive sans le RPG, l'UFDG ou encore l'UFR ?

Dr Faya Millimouno : C'est pour cette raison que j'avais personnellement souhaité que cette date, le général ne l'annonce pas, sans que les acteurs politiques que nous sommes, les acteurs sociaux, se réunissent autour de la table pour parler d'une même voix, créer des consensus qui peuvent sauver la paix. Il est clair qu'en allant aux élections en décembre, on ne peut pas dire que ces élections seront consensuelles. On ne peut pas dire que ces élections auront été inclusives. Et on ne peut même pas dire en ce moment-là que ces élections pourraient être transparentes et crédibles. Donc voilà autant de choses qui deviennent une salade difficilement mangeable. S'il avait commencé par la base pour le sommet, ça aurait été une exception qui aurait confirmé la règle. Mais en commençant par la présidentielle, ça ressemble à la justice boussole.

L'Aigleinfos : Docteur, qu'est-ce que vous pensez de ceux qui vous qualifient d'opposant VIP ?

Dr Faya Millimouno : Je l'ai dit tantôt, c'est une insulte à ma personne et je suis tout à fait confortable de dire qu'au moment où je commençais la vie politique, ceux qui sont au palais Mohamed V étaient encore peut-être au collège. Pour ceux qui ne le savent pas, j'ai milité dans les années 90. Même quand j'ai dit que je ne me porterais pas candidat à la tête du Bloc Libéral pour la troisième fois, les gens ont vu en cela que c'est parce qu'il y a un poste qui m'attend quelque part. Je veux dire aux Guinéens qu'on élève le niveau du débat parce que ça vole très bas. En Guinée aujourd'hui, la question n'est pas de savoir si Faya mérite la mort parce qu'il parle. La question aujourd'hui, c'est pourquoi nous sommes là, les bras croisés, il y a des innocents comme Aliou Bah en prison. Abdoul Sacko, qu'on a vu torturé et jeté.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le président du Bloc Libéral !

Dr Faya Millimouno : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018
Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taranya, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com
Tél: (+224) 621 93 53 88
Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53
Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo
Rédacteur en Chef: Sékou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba
Comité de Rédaction: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui, Abdoulaye Durack Bangoura
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub: Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50
Chef PAO: Ibrahima Bangoura
Imprimeur: Alseny Camara 628066445
Imprimerie: Imprimerie Lanyi
Distribution: L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page: L'Aigle Infos
Photographe: Moustapha Camara
Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)



CNT

Le message de Dansa Kourouma, après l'adoption de la nouvelle constitution



Le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, a livré un message après l'adoption de la nouvelle constitution en république de Guinée. Lisez...

« Le projet de nouvelle Constitution, soumis au référendum, a été adopté avec un taux de participation remarquable de 86,42 %. Sur l'ensemble des suffrages exprimés, 5 135 951 Guinéennes et Guinéens, soit 89,38 %, ont choisi de voter OUI, tandis que 610 376 électeurs, représentant 10,62 %, se sont prononcés pour le NON. Suite à la validation des résultats par la Cour suprême ce vendredi 26 septembre, le Président de la République a promulgué, par décret, la nouvelle Constitution. De tels taux de participation et d'adhésion constituent un élan d'espoir pour la Guinée. C'est pourquoi, en ce jour mémorable pour notre pays, mes pensées premières s'élèvent vers Dieu, le créateur, l'omnipotent, l'omniscient et l'omniprésent, qui, dans son infinie sagesse, nous a permis de vivre cet instant historique. C'est avec une profonde gratitude que je rends grâce pour la force, l'inspiration et la clairvoyance qu'il nous a accordées tout au long de ce processus décisif pour l'avenir de notre pays. Je voudrais exprimer ma recon-

naissance au Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, pour la confiance placée en l'ensemble des Conseillers nationaux et en ma modeste personne, en m'honorant de la responsabilité de présider la destinée du Conseil National de la Transition. Je salue particulièrement la liberté et l'indépendance qu'il a su garantir à notre institution, nous permettant ainsi de rédiger, en toute responsabilité et avec un sens élevé de l'intégrité, la nouvelle Loi fondamentale. Je remercie également le Gouvernement et tous les collaborateurs du Président de la République. La Constitution que le peuple de Guinée vient d'adopter est le fruit d'un travail d'inclusivité sans précédent. Jamais dans l'histoire récente de notre pays, un texte fondateur n'aura associé autant d'acteurs : organisations socioprofessionnelles, leaders religieux, sages, anciens dignitaires, médias, membres de la diaspora et bien d'autres composantes de la Nation. Tous ont contribué, chacun à sa manière, à l'élaboration d'un texte qui reflète notre époque, notre peuple et notre

contexte, comme l'enseigne la sagesse de Solon qui rappelait que « les lois doivent être adaptées à ceux pour qui elles sont faites ». Je rends hommage à l'ensemble des citoyens qui se sont exprimés lors du référendum, qu'ils aient voté OUI ou NON. Leur participation atteste de la vitalité de notre démocratie et de la maturité politique de notre peuple. La nouvelle Constitution n'est pas l'apanage d'un individu ou d'un groupe. Elle est et restera la boussole commune qui régira les rapports entre tous les Guinéens, sans distinction. Je tiens également à saluer le professionnalisme et le sens élevé de responsabilité dont a fait preuve la Direction Générale des Élections (DGE) dans la conduite du scrutin. À cet égard, j'adresse mes vives félicitations à la Directrice générale, Madame Dienabou Touré, ainsi qu'à l'ensemble de son équipe, pour la rigueur et la transparence qui ont marqué ce processus. Cependant, ce succès, aussi éclatant soit-il, ne doit pas nous conduire à l'autosatisfaction. Un travail tout aussi exigeant nous attend : la rédaction des lois organiques, dont certaines seront plus volumineuses et plus complexes que la Constitution elle-même. Parmi ces textes prioritaires figure le Code électoral, adopté le vendredi tard la nuit en séance plénière. Cette loi est déterminante pour l'organisation des futurs scrutins ainsi que pour la consolidation des acquis démocratiques et institutionnels de notre pays. L'adoption de la nouvelle Constitution marque une étape, mais non l'achèvement de la mission du Conseil National de la Transition. Elle nous engage à poursuivre, avec la même détermination et la même rigueur, l'édification d'un État de droit, moderne et inclusif. », a indiqué Dr Dansa KOUROUMA, président du Conseil National de la Transition.

Sadjo

Présidentielle au Cameroun

Le financement public des candidats jugé « dérisoire »



Au Cameroun, les candidats à l'élection présidentielle ont commencé à recevoir, lundi 29 septembre, la première tranche du financement public de leur campagne. Chacun des postulants bénéficie de 15 millions de francs CFA (environ 23 000 euros). Une deuxième tranche, pouvant atteindre 15 millions supplémentaires, sera versée après le scrutin du 12 octobre, à condition que les candidats recueillent au moins 5 % des suffrages. Au Cameroun, c'est un coup de pouce bienvenu pour l'opposition, même si beaucoup dénoncent la modicité de l'enveloppe allouée et le manque de transparence qui entoure le financement des campagnes pour l'élection présidentielle du 12 octobre. Pour Hilaire Macaire Nzipang, reculé par le Conseil constitutionnel et récemment rallié à Tomaïno Ndam Njoya (candidate de l'UDC), les montants alloués par l'État aux candidats sont insuffisants au regard de l'ensemble des tâches à couvrir. « Nous ne pouvons que constater que cette somme-là est dérisoire ! Parce que, voyez-vous : les candidats payent 30 millions de cautions et reçoivent 15 millions pour la campagne pour couvrir à peu près 16 grandes villes sur l'ensemble du territoire, de convaincre 8 millions d'inscrits sur les listes électorales, de contrôler 31 mille bureaux de vote. Vous pouvez imaginer que

la tâche est extrêmement difficile à retourner si vous n'avez pas vos propres fonds », déclare-t-il. **Des financements privés hors de contrôle** Si chacun des candidats a reçu 15 millions de francs CFA (environ 23 000 euros), par souci d'équité, le politologue Njoya Moussa pointe, pour sa part, des modes de financement incontrôlés – autre que les fonds publics – et qui profitent essentiellement au candidat du pouvoir. « L'asymétrie totale, entre d'une part le parti au pouvoir, le RDPC, et d'autre part les partis d'opposition, se fait au niveau des financements privés, notamment les contributions des particuliers », explique-t-il. « Et là, il se pose un problème fondamental. Parce que vous voyez des élus locaux, les hauts fonctionnaires et quelques hommes d'affaires, contribuer avec des montants faramineux de 20 millions, qui 50 millions et certains 100 ou 200 millions au profit du RDPC, du parti au pouvoir. Il se pose donc le problème de la traçabilité de ces fonds ». En guise de proposition, le politologue propose le plafonnement des contributions, qu'elles viennent du public comme du privé, mais aussi le plafonnement des dépenses de campagne, pour tous les candidats.

RFI

Conakry

Un bébé né par césarienne volé au CMC de Ratoma



Le Centre Médical Communal de Ratoma de nouveau au cœur d'un scandale. Un bébé né à peine 24 heures a été volé mercredi dans cet établissement sanitaire par une dame qui s'est fait passer pour une infirmière. L'acte s'est passé dans la matinée du 1er octobre 2025. La mère du bébé s'appelle Makalé Soumah qui a donné naissance par césarienne. Dans son lit de malade, elle implore l'aide du président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya afin qu'elle puisse retrouver son bébé.

C'est un fait qui a réveillé les habitants de Ratoma dans la matinée de mercredi. Makalé Soumah âgée d'une quarantaine d'années, s'est rendue mardi 30 septembre au CMC

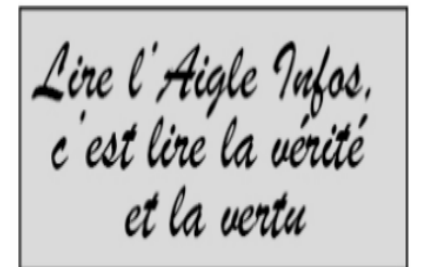
de Ratoma pour un accouchement. Après avoir donné naissance à un garçon par césarienne, sa joie s'est transformée en malheur. Quelqu'un qui se déguise en infirmière

lui a dérobé son bébé. Cette mère est encore sous le choc et n'arrive pas à comprendre ce qui s'est passé. « C'est le matin qu'elle est venue demander après ma belle-sœur Odià. Je lui ai dit qu'elle est partie se laver mais en ce moment j'avais des maux de ventre. Entre-temps elle a pris l'enfant sous-prétexte de le mettre à l'abri du soleil. C'est après que les médecins ont demandé à tout le monde de sortir et elle est restée assise tout près. C'est ma petite sœur qui est venue me demander à qui j'ai remis le bébé. Vraiment je ne sais pas quand est-ce elle a pris le bébé. Il faut que DOUMBOUYA m'aide à retrouver mon enfant, j'ai accouché par césarienne », a-t-elle lancé. Dans les locaux de l'hôpital, la famille de la mère de l'enfant a envahi les lieux. M'mah Soumah, grande sœur de la maman du bébé a rejoint ce centre après un appel de sa sœur qui était au chevet de la maman. « C'est l'une de mes sœurs qui m'a appelé soi-disant qu'ils ont volé l'enfant de ma jeune

sœur. Quand je suis arrivée en courant, elle m'a dit qu'elle était descendue pour faire du retrait et acheter des produits pour l'enfant. Entre-temps, elle s'est croisée avec une femme habillée en nijab jaune, qui avait l'enfant », a-t-elle raconté. Le vol de bébé n'est pas à sa première au sein de cet hôpital. Inconsolable, Mohamed Lamine Camara l'unique fils de la mère du bébé volé dénonce le manque de vigilance au sein de cet établissement sanitaire. « Ils avaient exigé qu'on paye l'argent avant l'opération de ma maman et on s'est démerdé à trouver la somme. C'est un médecin qui est venu, on ne sait pas s'il est en complicité avec la dame, ils sont entrés dans la salle et ont pris le bébé. Je pense que ce genre de situation c'est pour salir le gouvernement. A Ratoma, ce n'est pas la première fois, il n'y a pas de contrôle dans ce centre médical communal. », a-t-il dénoncé. La grande sœur de la victime de vol accuse les responsables du CMC de complicité.

« J'accuse les responsables de l'hôpital parce qu'ils n'ont pas pris des dispositions. Sinon, comment un enfant peut être volé ici sans qu'ils ne soient au courant ? Il faut que les auteurs soient punis. C'est pourquoi nous demandons au président de nous aider afin de retrouver l'enfant. Sinon, comment cela peut être possible », s'est interrogée M'mah Soumah. Le responsable du CMC de Ratoma n'a pas voulu s'exprimer sur le sujet. « Allez et revenez après s'il vous plaît, nous sommes sur les investigations ! Nous sommes en réunion, j'ai la tête qui tourne encore en ce moment », a dit le Directeur de l'hôpital, aux médias qui étaient présents sur les lieux.

Samuel Demba. D



Politique

Mohamed Lamine Kamano prend les rênes du FONAJEP



Le Forum national des jeunes des partis politiques de Guinée a tenu son 7ème congrès électif mardi 30 septembre 2025, dans l'enceinte de l'archevêché de Kaloum. Après deux ans à la présidence de cette structure, Yatigna Mansaré a passé le témoin à Mohamed Lamine Kamano, son successeur. La cérémonie s'est passée en présence d'un juriste et de Dr Faya Millimouno.

L'alternance au sein du Forum national des jeunes des partis politiques de Guinée reste une valeur. Après un mandat de deux ans d'exercice à la tête de cette structure, l'équipe sortant dirigée par Yatigna Mansaré part avec un sentiment de devoir presque accompli. « Au nom de tous les membres du bureau exécutif sortant, ce fut pour nous un moment très enrichissant, des expériences énormes dans l'exercice du mandat. Je précise que pendant les 24 mois, nous avons eu à réaliser 124 activités. Et quand on fait la moyenne des choses, on arrive à cinq activités par semaine

durant les 24 mois. Ce résultat n'est pas à moi seul, c'est le résultat de toute une équipe qui est derrière moi, avec laquelle j'ai travaillé d'arrache-pied, nuit et jour, matin et soir », s'est réjoui le président sortant qui souligne tout de même que l'obtention de ce résultat n'a pas été facile. « Nous avons été confrontés à des difficultés mais aussi à beaucoup d'épreuves que nous avons surmontées ensemble », a-t-il ajouté, tout en souhaitant bonne chance au bureau entrant. Dans la foulée, M. Mansaré a aussi demandé à son successeur de poursuivre les activités en cours. « Continuer de renforcer la capa-

cité de nos délégués sur la vision, la mission, les objectifs du forum, afin que cessent les influences des différents partis politiques sur certains délégués. Au-delà de cela, la recommandation forte, c'est de maintenir les acquis du forum et continuer à pérenniser cette organisation », a-t-il conclu. Le président entrant mesure l'ampleur des tâches qui l'attendent. « Nous prenons cette responsabilité avec beaucoup d'humilité parce que l'équipe qui vient de sortir a fait un travail magnifique sur le terrain », a salué Mohamed Lamine 1 Kamano qui se dit conscient des défis à relever. « Nous serons confrontés à plusieurs défis. C'est de garder l'unité de ce Forum, participer à la construction de notre nation à cette phase cruciale qui tend vers les élections présidentielles. Comment il faut garder cette unité des jeunes. Autres défis, c'est d'aller au-delà des frontières guinéennes pour installer le Forum dans la sous-région et en Afrique. Vous n'êtes pas sans savoir que ce modèle est envié aujourd'hui par la CEDEAO », a-t-il promis. A date, le FONAJEP est représenté dans 229 sous-préfectures en Guinée. « On va couvrir le reste des sous-préfectures sur l'ensemble du territoire national mais aussi redynamiser les 33 antennes mais aussi les 18 bureaux régionaux », a-t-il ajouté.

Samuel Demba. D

Prochaine présidentielle en Guinée

La Synergie GMD25 de Makanéra pour une candidature de Mamadi Doumbouya



Le mardi 30 septembre 2025, la synergie GMD25, de l'ex-ministre Alhoussein Makanéra Kaké, a publié une lettre ouverte dans laquelle elle demande au général Mamadi Doumbouya de se présenter à la prochaine présidentielle annoncée pour le 28 décembre 2025.

« Mon Général, nous vous écrivons aujourd'hui au nom de la Synergie GMD25, une plateforme citoyenne née de la volonté de Guinéennes et de Guinéens engagés pour l'unité, la stabilité et le progrès de notre Nation. Cette lettre ouverte est l'expression d'un appel patriotique, d'une attente populaire sincère et d'un espoir partagé : vous voir vous présenter comme candidat à l'élection présidentielle de 2025. Depuis le 5 septembre 2021, vous avez su incarner une nouvelle voie pour la Guinée. En rétablissant la dignité de l'État, en luttant

contre la corruption, en réformant les institutions et en prônant l'unité nationale, vous avez redonné espoir à un peuple longtemps meurtri par les divisions, l'instabilité et l'injustice. Aujourd'hui, à l'approche d'un tournant décisif de notre histoire politique, la quasi-totalité de la population vous réclame. Dans les foyers, sur les marchés, dans les quartiers et dans les villages, la voix du peuple s'élève avec clarté : "Général Mamadi DOUMBOUYA, ne nous abandonnez pas maintenant !". Conscients de la gravité de l'heure et de l'importance de ne

pas rompre la dynamique de refondation engagée sous votre leadership, la Synergie GMD25 lance une grande pétition nationale visant à recueillir cinq (5) millions de signatures en deux semaines, pour vous demander officiellement et solennellement de porter la candidature de l'unité nationale, de la continuité et de la stabilité. Ce mouvement n'est pas partisan. Il ne s'inscrit ni dans la flatterie, ni dans la pression. Il est le fruit d'un appel populaire authentique, porté par des citoyens libres, conscients et engagés, déterminés à ne plus laisser l'avenir du pays entre les mains de logiques politiciennes sans vision. Général Mamadi DOUMBOUYA, le peuple vous appelle. La Guinée vous appelle. En vous présentant à l'élection présidentielle de 2025, vous ne poursuivrez pas seulement une œuvre commencée, vous répondrez à un appel historique. Celui d'un pays en quête de rassemblement, de stabilité et de leadership ferme mais juste. Dans l'espoir que vous entendrez cet appel, et avec tout le respect dû à votre engagement pour la Nation, Veuillez agréer, Mon Général, l'expression de notre haute considération. », lit-on dans la lettre ouverte adressée au locataire du Palais Mohammed V et lue par le coordinateur national de la GMD25, Alhoueiiien Makanera Kaké.

Kèfina Diakitè

Côte d'Ivoire

Alassane Ouattara annonce aux planteurs ivoiriens la hausse du prix d'achat du cacao



En Côte d'Ivoire, le prix bord-champ du cacao est en hausse pour la campagne 2025-2026 : il a été fixé mercredi 1er octobre au soir à 2 800 francs CFA/kg (soit environ 4,27 euros). L'annonce a été faite par le président ivoirien Alassane Ouattara, dans une ambiance qui préfigure déjà la campagne électorale. Ce soir-là, en Côte d'Ivoire, la salle du Parc des expositions est archicomble : les producteurs ont tous revêtu un t-shirt orange, la couleur du RHDP – le parti au pouvoir –. À la tribune, les responsables de la filière vantent, tour à tour, les acquis de ces dernières années. Doua Blondé Obed, vice-président de l'Organisation interprofessionnelle agricole, rappelle : « Le différentiel du revenu décent obtenu auprès des chocolatiers, soit 400 dollars par tonne vendue, représente près de 450 milliards de francs CFA par an (environ 686 millions d'euros) et permet de mieux rémunérer les planteurs ». Sur cette lancée, les producteurs annoncent faire un don de 20

millions de francs CFA (30 500 euros) au président Alassane Ouattara, porteur de la bonne nouvelle. « Je vous annonce qu'au titre de la campagne de commercialisation 2025-2026, le prix bord-champ garanti du cacao bien séché et bien trié est fixé à 2 800 francs le kilogramme », a déclaré le chef de l'État. **1000 francs CFA de plus que l'année précédente** 2800 francs CFA/kg (environ 4,27 €/kg), c'est donc 1 000 francs CFA (1,52 euro) de plus par rapport à ce qui avait été fixé en avril 2024. Les producteurs repartent satisfaits, à l'image d'Herman Ben Idriss, cacaoculteur d'Abengourou. « Je suis satisfait. Sauf que si les banques peuvent payer. Il ne suffit pas d'aller livrer. Et si après, on a des difficultés en banque, c'est ça qui sera le problème. Une seule remorque pour près de 100 à 120 millions de francs CFA (152 000 à 183 000 euros) à payer, ce n'est pas facile ». Le prix du café a, lui, été fixé à 1 700 francs CFA/kg (2,59 euros). RFI

Maroc

Des heurts éclatent entre manifestants et forces de l'ordre lors des marches de la Gen Z



C'est un mouvement de protestation inédit, sans doute le plus important de ces dernières années au Maroc. Pour la quatrième fois consécutive, mardi 30 septembre, des centaines de jeunes sont descendus dans les rues de plusieurs villes du royaume à l'appel du collectif Gen Z 212. À Rabat, Casablanca, Fès ou Tanger, les slogans sont les mêmes : « réformer l'éducation et améliorer les services de santé publique ». Au Maroc, initialement pacifiques, ces mobilisations ont pris depuis quelques heures une tournure plus tendue. Des vidéos montrent des voitures de police incendiées ou renversées, notamment dans la banlieue d'Agadir, dans le sud du pays. Selon des militants des droits humains contactés par RFI, des heurts ont éclaté entre manifestants et forces de l'ordre dans le nord-est à Oujda ou dans le centre à Beni Mellal. Jusqu'à présent, les sit-in étaient marqués par le calme. Mais dé-

sormais, ils sont systématiquement dispersés par la police, qui procède, chaque soir, à des dizaines d'interpellations. Les organisations de défense des droits humains dénoncent des « arrestations violentes et arbitraires ». À l'origine du mouvement, un collectif né sur la plateforme Discord, la Gen Z 212, sans leader déclaré. **Le gouvernement se dit « prêt à y répondre de manière positive et responsable »** La majorité gouvernementale a réagi pour la première fois le mardi 30 septembre au soir. Dans un communiqué, elle dit « comprendre les revendications sociales » et se dit « prête à y répondre de manière positive et responsable ». Quatre jours après les premiers rassemblements, la mobilisation reste forte. Hier, mardi, encore, une foule dense s'était de nouveau réunie dans les rues de Fès ou de Tanger. RFI

Tribune

Tibou Kamara, ancien ministre

« Partir, c'est mourir un peu... »



Pour l'ancien ministre d'Etat Tibou Kamara, partir, c'est mourir un peu. Il l'a expliqué dans une tribune publiée dans la presse.

« Après trois décennies de règne sans partage, Robert Mugabe ne montrait aucun signe de lassitude ni le moindre empressement à abandonner son fauteuil pour une retraite bien méritée, afin de pouvoir enfin jouir du repos du guerrier. À un journaliste qui avait fait preuve d'audace professionnelle en lui demandant à quel moment il dirait au revoir à son peuple, il rétorqua avec un air de désinvolture et une pointe d'ironie : "Au revoir ? Mais où vont-ils ?" Quitter le pouvoir suscite toujours un pincement au cœur et la crainte de la vulnérabilité, surtout lorsqu'on l'a conquis au prix

d'énormes sacrifices et exercé durant de longues années. Ceux qui acceptent de céder leur place n'ont généralement pas le choix. Ils se heurtent à des limites constitutionnelles qu'ils ne peuvent franchir ni violer, contraints de respecter des exigences démocratiques séculaires, gravées dans les consciences et les mentalités. En somme, on ne leur laisse guère d'alternative. La décision ne relève ni de leur bonne volonté, ni de leur seul arbitrage. Tout est réglé à l'avance, sanctuarisé par les institutions. L'alternance n'est pas une option, mais un contrat politique et

Kankan

Le corps sans vie d'une fillette retrouvé dans un puits abandonné



Dans la matinée du mercredi 1er octobre 2025, selon Mediaguinee, le corps sans vie d'une fillette, N'na Sarata Kourouma, âgée d'à peine un an et demi, a été retrouvé dans un puits presque abandonné au quartier Gboutouroun, situé au sud-ouest de la ville. Une découverte qui relance de vives inquiétudes sur la sécurité des enfants et la gestion des puits ouverts dans les quartiers.

Le chef de quartier de Gboutouroun, Aboubacar Sidiki Kéita, a confié que ce sont des enfants qui ont donné l'alerte après avoir aperçu la présence du corps dans le puits. « Ce matin, mon adjoint m'a appelé pour m'informer que des enfants avaient retrouvé un corps dans un puits au secteur 1. Je suis directement venu sur les lieux et, malheureusement, c'était bien un enfant. J'ai aussitôt informé les autorités compétentes, mais l'enfant était déjà décédé », explique-t-il. Le puits en question se trouve sur un terrain vide, sans aucune pro-

tection. Une situation qui choque le chef de quartier. « J'avais déjà interpellé les habitants pour qu'ils protègent leurs puits. Nous ne connaissons pas le propriétaire de celui-ci. Les autorités feront leur travail », ajoute-t-il. La petite Sarata avait disparu la veille, mardi 30 septembre, dans le quartier Aviation. C'est donc avec stupeur que sa famille a appris qu'elle avait été retrouvée dans un autre quartier. En larmes, l'oncle de l'enfant raconte : « Notre petite s'est perdue hier vers 15h30. Ce matin, le chef de quartier nous a appelés pour dire qu'un enfant avait été retrou-

moral, un verrou institutionnel. L'ancien président américain Barack Obama affirmait que des institutions fortes valent mieux que des hommes providentiels, plaidant ainsi pour la primauté des instances collectives sur les individus isolés. Un idéal qui peine à s'imposer dans des États où les destins solitaires priment encore sur le sort commun. Les Africains, en particulier, peinent à s'accorder sur la manière de prendre et de transmettre le pouvoir. Après la première vague de coups d'État qui a suivi les indépendances, puis une embellie démocratique perçue comme un progrès avant de se révéler une illusion, tout semble à nouveau se jouer dans un rapport de force où, comme souvent, malheur aux faibles et gloire aux forts. Tiraillés entre leur aspiration à une démocratie en bonne et due forme et le risque de se retrouver dans un « processus révolutionnaire » qui ne favorise pas un jeu politique ouvert et une compétition électorale loyale, les Guinéens retiennent leur souffle. Chacun est ballotté entre l'optimisme de l'engagement, la sérénité de la foi et le pessimisme d'une victoire impossible, d'une défaite annoncée et d'une impasse de longues années. Le temps édifiera », a écrit Tibou Kamara.

Mamadou Oury

vé dans un puits. Quand nous sommes arrivés, on a constaté qu'il s'agissait bien de notre fille. Elle avait seulement 1 an et 7 mois... Elle ne savait même pas encore marcher correctement. » La question reste entière : comment une enfant en bas âge a-t-elle pu se retrouver aussi loin de son domicile, dans un autre quartier ? Comme souvent dans ce genre de cas, une enquête a été ouverte pour élucider les circonstances du drame. Mais pour de nombreux habitants, l'urgence est ailleurs : sécuriser les dizaines de puits abandonnés et non protégés qui parsèment la ville de Kankan. Ce nouveau drame, qui endeuille une famille entière, relance l'appel pressant à une action rapide des autorités locales pour recenser, couvrir ou fermer définitivement ces puits à risques, afin d'éviter d'autres tragédies similaires, rapporte le site d'information Mediaguinee.

Mamadou Oury



Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Tribune

Indépendance guinéenne

Le regard d'Ousmane Boh Kaba



Dans une tribune publiée sur le site Mediaguinee et intitulée "La promesse d'un matin qui viendra", (Par Ousmane Boh Kaba jette son regard sur l'indépendance guinéenne qui est à son 67ème anniversaire.

« Le 2 octobre 1958, nous ne sommes pas simplement devenus indépendants. Ce jour-là, nous avons jailli. Comme une source longtemps contenue, un peuple s'est levé. Plein d'audace et d'espérance, à l'image des premières pluies de mai : celles qui fouettent la terre, lavent la poussière du passé, font reverdir les terres... et les cœurs. Dans les ruelles de Conakry, sur les collines du Fouta, dans la moiteur de Kankan, jusque dans les forêts profondes de la Guinée, quelque chose flottait dans l'air. Ce n'était pas seulement de l'espoir. C'était une certitude tranquille. Une conviction partagée, enracinée, vibrante : nous étions enfin maîtres de notre destin. Le « Non » de Sékou Touré n'était pas qu'un refus. C'était une déclaration d'amour à notre dignité. Une chanson nouvelle, murmurée d'abord, puis chantée à pleine voix dans le silence de nos âmes. Ce jour-là, le monde nous regardait. Et dans ce regard du monde, il y avait la surprise, l'admiration, et peut-être un peu de crainte. Nous étions debout. Seuls. Mais libres. Très vite, les lendemains eurent la saveur amère du café oublié sur le feu.

Dans les années 70, la Révolution changea de visage. Ce qui avait été flamme devint fumée. L'enthousiasme s'effaça, cédant la place aux slogans creux, aux rassemblements forcés, à cette peur qui rampe doucement dans les cœurs quand le regard du voisin devient menace. Le Parti-État, parti unique, né pour nous unir, devint une machine à nous diviser. À désigner. À broyer. Il y eut Boiro.

Nous chuchotons ce nom plus que nous ne le prononçons. Comme on évoque un fantôme qu'on ne veut pas réveiller. Un lieu où l'espoir allait mourir dans le silence glacé de l'État. Des enseignants, des paysans, des intellectuels – les meilleurs d'entre nous – y ont disparu pour un mot de trop, un soupçon suspect, un regard mal interprété. Nous rêvions d'une société de travail, de justice et de solidarité. Nous avons construit une mécanique qui broyait les âmes. Vint Conté.

La Guinée glissa doucement dans une mélancolie silencieuse. Nous étions devenus ce vieil oncle fatigué, racontant sa jeunesse héroïque à qui voulait l'entendre, mais incapable de se lever, de se battre à nouveau. La démocratie ? Souvent un simple masque. Derrière : les mêmes visages. Le même vieux système. Corruption, clientélisme, résignation. Je me souviens de ces files interminables pour un sac de riz. De ces magasins pillés par la faim. De cette corruption qui parlait toutes les langues... et devenait parfois la nôtre. Nous marchandions notre dignité pour un peu de survie. Soudain, Dadis. Le capitaine imprévi-

sible, les discours et humiliations sur-réalistes sur la télévision nationale – les « Dadis Shows », entre théâtre absurde et tragédie imminente. Jusqu'au cauchemar du 28 septembre 2009, où le pouvoir montra son vrai visage. Nu. Brutal. Sanguinaire. Le sang des innocents souilla la terre de nos promesses. Encore une fois. Enfin, Alpha Condé. Le professeur que nous avions tant attendu. L'opposant historique. L'homme de savoir.

Nous y avons cru. Nous l'avons porté. Nous l'avons espéré. Mais le pouvoir, encore une fois, fit son œuvre. Le troisième mandat fut la blessure de trop. Et nous, encore une fois, divisés. Fracturés entre fidélités et frustrations. Tiraillés entre mémoire et trahison. Aujourd'hui, c'est Mamadi Doumbouya qui tient les rênes. Il promet de "refermer le livre du désordre". Mais nous avons appris. Appris à nous méfier des promesses en uniforme. À chaque promesse, désormais, nous levons un sourcil. La transition s'étire. Les vieux réflexes resurgissent. Et la même question revient, lancinante : avons-nous changé de décor... ou seulement d'acteurs ? Pourtant...

À Kankan, une mère se lève chaque matin avant l'aube. Elle prépare du soubmara lafidi qu'elle vend au bord de la route. Ses mains sont fatiguées, son dos marqué par les années. Mais son regard reste droit. Fier. Vivant. Elle n'a connu que les déceptions, mais elle croit encore que demain peut être différent. À Labé, un vieux professeur continue d'enseigner dans une salle sans fenêtres. Chaque matin, il essuie le tableau poussiéreux et dit à ses élèves : « N'oubliez pas... Nous avons été grands. Nous pouvons le redevenir. » Dans sa voix tremble la foi de ceux qui savent que l'avenir ne meurt jamais. À Nzérékoré, des jeunes ont planté un jardin communautaire. Ils ne parlent pas de politique. Ils creusent la terre comme on creuse l'espérance : en silence, avec patience. Et ailleurs, à des milliers de kilomètres, à Paris, à Bruxelles, à New-York, ... un frère envoie un mandat pour nourrir une bouche restée au pays. Une sœur travaille jour et nuit pour payer une opération, sauver une vie à Kindia. Un jeune diplômé rêve de revenir. Pas pour fuir. Pour construire. Ces gestes simples. Ces sacrifices discrets. Ces résistances tranquilles... C'est cela, notre vraie histoire. Pas celle des présidents. Pas celle des politiciens corrompus et de leurs trahisons. Mais la nôtre. À nous tous, enfants de ce 2 octobre. Le changement viendra – et il viendra. Mais il ne viendra ni d'un messie, ni d'un putsch. Il ne viendra pas d'une figure providentielle surgie des casernes ou des urnes. Il viendra de nous. Quand nous comprendrons, enfin, que notre salut ne réside pas dans un homme fort, mais dans notre force commune à nous relever, encore et toujours. Oui, nous attendons toujours notre vrai matin. Mais dans l'obscurité, nous avons appris à reconnaître la lumière. À la sentir poindre dans les gestes les plus humbles. À l'entendre dans le rire d'un enfant. À la lire dans les yeux d'une femme fatiguée, mais debout. Quand l'aube se lèvera – et elle se lèvera – nous serons prêts. Plus lucides. Plus dignes. Plus unis. Et cette fois, nous la tiendrons, cette promesse. Bonnefête de l'indépendance, Guinée. Que jamais ne s'éteigne la promesse du 2 octobre. Qu'elle vive en nous, jusqu'à ce que l'aube tienne enfin parole. », a écrit Ousmane Boh KABA.

Kaba Kankoula

Fête de l'indépendance guinéenne

Mamadi Doumbouya s'adresse à la nation



Le mercredi 1er Octobre 2025, soit à quelques heures de la célébration de l'An 67 de l'indépendance guinéenne, le président Mamadi Doumbouya s'est adressé à la nation pour entre autres dresser son bilan de ces quatre dernières années à la tête de la Guinée.

Dans son discours, le tombeur d'Alpha Condé a relavé les fondements de ce qu'il considère comme une dynamique nouvelle dans laquelle la Guinée est engagée depuis le 5 septembre 2021. « Depuis le 5 septembre 2021, nous avons engagé notre pays dans une dynamique nouvelle: Celle de l'ordre, de la discipline, du vivre ensemble et de l'excellence au service exclusif du peuple souverain de Guinée... La République de la Guinée a obtenu sa première notation souveraine, inaugurale, classée B+, avec perspective stable par une présence internationale. Une première dans notre histoire qui témoigne de la crédibilité de nos réformes et de la confiance de la communauté financière internationale », a-t-il déclaré, tout en faisant remarquer que cette évaluation positive a des conséquences immédiates et significatives pour le positionnement de la Guinée sur l'échiquier économique régional. Il s'est dit fier

de cette performance qui, selon lui, propulse le pays à un rang enviable en Afrique de l'Ouest. « Cette reconnaissance propulse désormais la Guinée au rang de deuxième puissance économique de l'Afrique francophone de l'Ouest, ouvrant la voie à des financements compétitifs et durables pour soutenir nos priorités nationales. », a-t-il ajouté. Il n'a pas manqué de rendre un hommage appuyé à nos devanciers, notamment ces femmes et hommes qui ont joué un rôle de premier plan dans l'accession de la Guinée à l'indépendance le 2 octobre 1958, sous la direction du révolutionnaire Ahmed Sékou Touré. Pour rappel, c'est le 28 septembre 1958, que la Guinée a massivement voté "Non" au référendum gaulliste. Un choix courageux qui lui ouvrira grandement et fièrement les portes de l'indépendance proclamée le 02 octobre de la même année. De 1958 à ce jour, les régimes qui

ont eu à se succéder ont posé des actes diversement appréciés. Pendant 26 ans, c'est Sékou Touré, le Responsable suprême de la Révolution, qui a présidé aux destinées de la Guinée. Le natif de Faranah est présenté par certains comme un grand patriote doublé d'un défenseur attiré de la cause africaine. Pour d'autres par contre, le père de l'indépendance guinéenne, c'est aussi l'homme du tristement célèbre camp Boiro où beaucoup d'intellectuels ont péri pour avoir osé s'opposer à la façon dont le pays était dirigé. Le 3 avril 1984, une semaine après le décès du président Sékou Touré aux Etats-Unis, des suites de maladie, l'armée guinéenne à sa tête le colonel Lansana Conté, s'est emparée du pouvoir sans effusion de sang. Cet officier supérieur restera lui aussi au pouvoir pendant 24 ans. Au lendemain de sa disparition le 22 décembre 2008, le capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD se sont retrouvés à la tête du pays suite à un coup de force, au nez et à la barbe de ceux qui souhaitaient vivement la transmission du pouvoir par voie constitutionnelle. Le champion du RPG, le professeur Alpha Condé, deviendra en décembre 2010 le premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante. Après ses deux mandats constitutionnels, celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique" a cru devoir s'offrir un troisième mandat controversé et contesté dans les rues avec son lot de morts. La suite, on la connaît.

Kèfina Diakité



Moyen-Orient

L'Égypte en première ligne dans la crise de Gaza



صباح جديد قراءة في أبرز عناوين الصحف اليونانية الصادرة اليوم

Dès le début de la guerre israélienne à Gaza, l'Égypte a joué un rôle actif en faveur du peuple palestinien, alliant volonté politique, influence diplomatique et action humanitaire. Le pays du Nil a fermement soutenu les Palestiniens, assurant à la fois la protection de leurs droits et l'aide aux personnes touchées par la guerre. Sur le plan politique, Le Caire a déclaré à plusieurs reprises que l'expulsion violente ou délibérée des Palestiniens constituait une « ligne rouge ». À travers des sommets internationaux, des recours juridiques et des contacts diplomatiques réguliers, l'Égypte envoie un message clair : la stabilité de la région passe par une solution à deux États et le renforcement de l'Autorité palestinienne. Dans le cadre des négociations de cessez-le-feu, Le Caire a conclu des accords provisoires sur les échanges de prisonniers et a renforcé l'aide humanitaire, malgré des actions militaires contraires aux accords. Les efforts égyptiens se poursuivent, visant à créer

des couloirs sûrs pour l'acheminement de l'aide et à relancer les négociations de paix. Parallèlement, l'action humanitaire de l'Égypte apporte une solution concrète aux besoins des personnes déplacées. Environ 80 % de l'aide destinée à Gaza transite par l'aéroport d'Al-Arish, tandis que de nouvelles infrastructures et des camps temporaires à Rafah, Deiral-Balket Hanyouns offrent abri et soutien aux personnes touchées. Les conférences humanitaires organisées au Caire posent les bases de la reconstruction et du retour à la normale dans la région. Le soutien constant et multidimensionnel de l'Égypte apporte non seulement un soulagement aux Palestiniens, mais positionne également le pays comme un allié indéfectible dans une région pleine de défis, envoyant le message que la paix et l'aide humanitaire peuvent coexister malgré l'adversité.

Abdelsattar Barakat

Tribune

Plan de Paix Trump pour Gaza

Ce qu'en pense Oumar Kateb Yacine, **analyste-consultant géopolitique**



Dans une tribune publiée dans la presse et intitulée "Plan de Paix Trump pour Gaza : entre ambitions et contradictions", Oumar Kateb Yacine, **analyste-consultant géopolitique** dit ce qu'il pense de ce conflit au Proche-Orient

« Le 29 septembre 2025, Donald Trump a dévoilé à Washington un « Plan de Paix » en 20 points pour mettre fin à la guerre à Gaza. Aux côtés de Benjamin Netanyahu, il a affirmé qu'un accord était « très proche ». Présenté comme un projet historique, ce plan mêle promesses humanitaires, exigences sécuritaires et ambitions personnelles, mais il soulève d'emblée de lourds doutes sur sa faisabilité

-Des promesses sécuritaires difficiles à tenir

Au cœur du texte, quatre grands piliers structurent la démarche : un cessez-le-feu immédiat, la démilitarisation du Hamas, la mise en place d'une gouvernance transitoire et un vaste programme de reconstruction. Chacun de ces axes révèle cependant autant de contradictions que d'opportunités.

Le volet sécuritaire conditionne l'arrêt des hostilités à une acceptation publique de l'accord par les deux parties. Une exigence difficilement conciliable avec la méfiance réciproque entre Israël et le Hamas. La restitution de tous les otages israéliens dans les 72 heures, contre la libération de près de 2 000 prisonniers palestiniens, illustre la logique d'échange spectaculaire chère à Trump, mais qui demeure politiquement explosive. Quant à la destruction totale des tunnels et des arsenaux du Hamas, elle relève davantage de l'affichage stratégique que du réalisme opérationnel.

Une gouvernance transitoire sous tutelle internationale

C'est sur le plan politique que le projet devient le plus controversé. Gaza serait placée sous la supervision d'un « Comité de la Paix » chargé de gérer la transition. Si Trump s'était initialement désigné pour le présider, des sources évoquent désormais l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair comme possible pilote de cette autorité internationale. L'idée d'une tutelle extérieure, administrée par des technocrates palestiniens apolitiques, risque toutefois d'être perçue comme une négation de la souveraineté locale.

L'Autorité palestinienne, marginalisée depuis 2007, ne serait autorisée à revenir qu'après de profondes réformes imposées de l'extérieur. Le Hamas, lui, se verrait offrir l'amnistie ou l'exil en échange du désarmement. Autant de conditions qui paraissent difficilement acceptables.

Reconstruction massive mais dépendante

Le volet reconstruction est le plus consensuel. Le plan promet une aide massive pour réhabiliter Gaza : infrastructures vitales, hôpitaux, électricité, eau. L'image d'un « plan Marshall » pour la bande de Gaza est séduisante, mais dépend des financements réels et de la stabilité politique. Sans légitimité locale, la reconstruction risque de renforcer la dépendance plutôt que l'autonomie. Enfin, l'« horizon politique » est réduit à une perspective vague : dialogue futur entre Israéliens et Palestiniens, une fois la sécurité assurée. Mais Trump réaffirme son opposition à la création d'un État palestinien, verrouillant ainsi l'une des clés de la paix. Autrement dit, le plan repousse indéfiniment la question de l'autodétermination palestinienne.

Réactions contrastées et bilan provisoire

Les réactions internationales traduisent ces ambiguïtés. Netanyahu a salué l'initiative tout en rappelant

qu'Israël garderait la « responsabilité sécuritaire » de Gaza. Le Hamas y voit un « diktat américano-israélien ». L'extrême droite israélienne critique une concession excessive, tandis que la France et l'Union européenne appellent prudemment à « donner une chance à la paix ». En réalité, ce plan illustre parfaitement la méthode Trump : créer un effet d'annonce spectaculaire, mêler promesses et rapports de force, personnaliser la diplomatie. Mais il ne traite pas le fond du problème : la reconnaissance mutuelle des droits des deux peuples. En confiant Gaza à une autorité extérieure, peut-être pilotée par Tony Blair, et en écartant l'idée d'un État palestinien, il risque d'apparaître davantage comme une opération de communication que comme une véritable feuille de route vers la paix. Avec ce projet, Donald Trump s'impose à nouveau comme acteur central de la scène internationale. Mais sans adhésion des parties concernées, son plan pourrait rejoindre la longue liste des initiatives américaines restées lettre morte au Proche-Orient. La paix, elle, attend toujours son véritable architecte. », a écrit Oumar Kateb Yacine, analyste-consultant géopolitique.

Kèfina Diakité

New York

Le Général Amara Camara rencontre la communauté guinéenne et défend le bilan du CNRD



En marge de l'ONU : L'échange avec la Diaspora

Le samedi 27 septembre 2025, à l'issue de son passage à la tribune de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le **Général Amara Camara**, Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, a rencontré la communauté guinéenne à Manhattan, New York. Accueilli par une foule en liesse, au rythme de l'hymne national et de la musique «La Guinée notre paradis», l'envoyé spécial du Chef de l'État guinéen affichait un sourire chaleureux, coiffé de son bonnet blanc et vêtu d'un boubou bleu. Il était accompagné d'une délégation ministérielle de haut niveau, comprenant notamment les ministres **Morissanda Kouyaté** (Affaires étrangères), **Mamadou Cellou Baldé** (Jeunesse), **Ismaël Nabé** (Plan et Coopération), **Charlotte Daffé** (Promotion féminine) et **Djami Diallo** (Environnement). Des proches du Chef de l'État, comme **Bill Condé**, ainsi que les ambassadeurs **Mohamed Dabo** et **Fatoumata Kaba**, étaient également présents. **Bilan et vision : Le Gouvernement au service du peuple**

Dans une salle archicomble, le Général Amara Camara a dressé un bilan détaillé des actions menées par le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) et son président, le **Général Mamadi Doumbouya**, depuis le 5 septembre 2021. « Notre Président, le Général Mamadi Doumbouya, nous charge de vous transmettre ses salutations. Pourquoi avons-nous tenu à cette rencontre ? Comme il le répète constamment : **ce n'est pas le peuple qui est au service de son gouvernement, c'est le gouvernement qui est au service de son peuple** », a-t-il déclaré. Le Ministre Secrétaire général a ensuite expliqué le sens de sa mission aux Nations Unies. Invité par le Secrétaire général **Antonio Guterres**, le Général Doumbouya a dépêché une équipe pour le représenter : « Il s'agissait de porter la voix et le message de la Guinée auprès de tous les acteurs. Nous avons échangé successivement avec l'OIF, la CEDEAO, l'Union Africaine, le PNUD, la BAD, l'UNFPA et la Présidente de la 80^e session, ainsi qu'avec le Secrétaire général des Nations Unies avant notre intervention à la tribune. Tous nos interlocuteurs se sont montrés désireux de comprendre la transformation en cours en Guinée. Ce qui a émerveillé

beaucoup d'entre eux, **c'est le changement de paradigme** que nous sommes en train d'opérer. »

Refondation de l'État et Réformes Institutionnelles

Évitant tout triomphalisme, Amara Camara a égrené les faits qui, selon lui, témoignent d'une Guinée en mouvement : « L'équipe que conduit le Président Mamadi Doumbouya a l'interdiction formelle de faire des promesses irréalisables. Ce qu'il ne peut pas faire, il ne le dit pas. Et ce qu'il dit, il le fait. » Il a rappelé que la première phase de la transition, dès septembre 2021, a consisté à éviter les erreurs du passé en se concentrant sur cinq priorités : la Réunification institutionnelle, la Refondation de l'État, le Rassemblement, le Redressement du pays et le Repositionnement sur la scène internationale. « Il fallait doter le pays d'institutions solides, capables de résister au temps et aux hommes. Le document fondamental de cette rectification institutionnelle est la nouvelle Constitution », a-t-il précisé. À propos de la consultation populaire sur les réformes, il a souligné la maturité politique du pays, affirmant que le dernier scrutin s'est tenu sans heurts ni violence, prouvant que le pays a retrouvé une paix sociale indispensable au développement. Intégrité et Révolution dans le secteur minier Le Général Camara a mis en avant l'intégrité du Général Doumbouya, notamment à travers la révision du secteur minier : « Nous avions des ressources, mais elles ne nous profitaient pas. Plus de **300 permis miniers** avaient été attribués illégalement. Le Chef de l'État a pris la décision courageuse d'y mettre fin. » Il a insisté sur le fait que retirer ces permis équivalait à s'attaquer à des **intérêts financiers puissants**, un «sale boulot» que les politiques traditionnels n'auraient pas osé faire. Concernant le projet **Simandou**, il a rappelé l'historique des négociations : « Ce projet existe depuis plus de 20 ans, mais l'État n'avait **0 % de participation**, contrairement au code minier qui prévoit **15 % dès le premier jour**. Nous avons mis fin au projet tant que cette condition n'était pas respectée. » Simandou, qui comprend les mines, le rail, le port et l'acier, représente un in-

vestissement de **20 milliards de dollars** et est le plus grand projet du secteur au monde, destiné à assurer la prospérité du pays et la création d'un fonds souverain pour les générations futures. Il a également énuméré des réalisations concrètes : plus de **1 000 km de routes bitumées**, **2 000 km** de pistes rurales réhabilitées, et la création de la **Simandou Academy** pour valoriser le capital humain. **Perspectives économiques et Appel à l'Unité**

Abordant la question de l'emploi, le Ministre a appelé à s'inspirer des États-Unis : « Guinéens du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, parlons uniquement de la Guinée. Ici, la politique n'est pas le premier métier. Quand la politique devient le premier métier, on finit par monter les uns contre les autres. Ce qu'il nous faut, c'est créer de l'emploi : **20 000 dans la fonction publique et 60 000 avec le projet Simandou**. » Il a souligné la rigueur économique qui a permis au pays d'obtenir la notation souveraine **B+ avec perspective stable** de l'agence S&P, un signe de confiance pour les investisseurs. Grâce à cette gestion, la Guinée est la **2^e économie d'Afrique francophone de l'Ouest et vise une croissance de deux chiffres d'ici 2027**. En conclusion, le Général Amara Camara a appelé à l'unité : « Croyons en notre pays, en son avenir, et surtout en ses dirigeants qui se consacrent jour et nuit au service de la patrie. » Il a rappelé que le décret de convocation du corps électoral pour l'élection présidentielle du **28 décembre 2025** a été pris, afin de sortir définitivement de la transition. « Un programme de développement existe aujourd'hui en Guinée. Nous savons exactement ce que devrait être notre pays dans cinq, dix et même quinze ans. Si nous voulons devenir un pays émergent dans les quinze prochaines années, nous devons mobiliser environ **200 milliards d'euros** », a-t-il affirmé.

Source : Mediaguinee
SADJO

Médias

Des journalistes de la radio Nostalgie réclament des arriérés à leur patron



Une dizaine de journalistes de la radio Nostalgie a pris d'assaut jeudi 25 septembre 2025 la devanture de la radio Nostalgie FM, sise à Kalamou. Ces hommes de médias sont venus tenir un sit-in pour exprimer leur ras-le-bol suite au non-paiement de plusieurs mois de salaires. Le syndicat des professionnels de la presse privée de Guinée a soutenu leur appel tout en promettant de veiller jusqu'à la satisfaction de cette revendication.

Tenant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "licenciement abusif, une famille en détresse ; nous voulons être rétablis dans nos droits ; sit-in jusqu'au paiement intégral", ces journalistes ont scandé des propos pour dénoncer ce dont ils victimes. « Nous sommes des anciens travailleurs de la radio Nostalgie Guinée. Nous avons travaillé avec sérieux et dévouement pour cette radio. Mais depuis notre licenciement en avril dernier, l'employeur a manqué à ses obligations légales en ne nous versant ni notre salaire du mois d'avril, ni nos indemnités de licenciement, malgré les multiples relances. Nous avons épuisé toutes les voies amiables, et nous n'avons d'autre choix que d'agir pour obtenir justice. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui pour revendiquer ce qui nous est dû car il est temps que nos droits soient respectés et personne ne nous fera plier », a déclaré Ansoumane Nassou Keita. Après avoir épuisé plusieurs recours, ces licenciés demandent à leur patron dont l'identité reste un mystère à faire face à leurs obligations. « Nous appelons la direction de Nostalgie Guinée à honorer ses engagements envers nous, et nous demandons aux autorités compétentes de veiller à ce que nos droits soient respectés. Nous

ne nous arrêterons pas tant que justice ne sera pas faite », a promis le porte-parole du collectif.

Le médium traverse une crise financière sans précédent, a affirmé l'actuel Directeur général de Nostalgie. Cependant, Ahmadou Hamza Bah tient à rassurer ses travailleurs pour leurs réclamations. « La radio traverse une crise qui ne dit pas son nom. Toutes les grandes entreprises sont confrontées à ça. C'est une question interne et de réorganisation. Je trouve normal qu'ils viennent faire leur sit-in devant les locaux de Nostalgie. Ils ont estimé que ça a pris du retard. Jevous assure que dans les heures qui suivent, mes collègues, collaborateurs et anciens collègues seront rétablis dans leurs droits avec fierté », s'est engagé M. Bah. Le SPPG représenté par son porte-parole a promis de suivre de près ce dossier. Abdoulaye Cissé a invité les responsables de Nostalgie à résoudre ce problème le plus tôt que possible. Dans le cas contraire dit-il, « le SPPG va porter plainte au niveau de la justice si toutefois les engagements qui ont été pris ne sont pas respectés. Nous irons jusqu'au bout », a-t-il lancé.

Samuel Demba. D

France

Nicolas Sarkozy condamné à 5 ans de prison ferme pour association de malfaiteurs

L'ex-président français a été condamné jeudi 25 septembre à cinq ans de prison avec mandat de dépôt à effet différé pour association de malfaiteurs. Il a toutefois été relaxé des faits de corruption lors de son jugement jeudi 25 septembre. Ses co-accusés Claude Guéant et Brice Hortefeux écopent de six et deux ans de prison, respectivement, dans l'affaire du financement libyen de la campagne de 2007.

Pendant qu'il était en passe d'être conduit en prison, l'ancien président Français a profité de la présence des médias pour dénoncer sa condamnation. « Ce qui s'est passé aujourd'hui dans cette salle du tribunal correctionnel de Paris est d'une gravité extrême pour l'état de droit, pour la confiance qu'on peut avoir pour la justice », s'est-il indigné. Sarkozy affirme que des millions d'euros ont été dépensés pendant plus de dix ans « pour trouver un financement libyen dont le tribunal correctionnel vient de dire qu'il n'a pas pu, et pour cause, être trouvé dans ma campagne. Le tribunal est allé plus

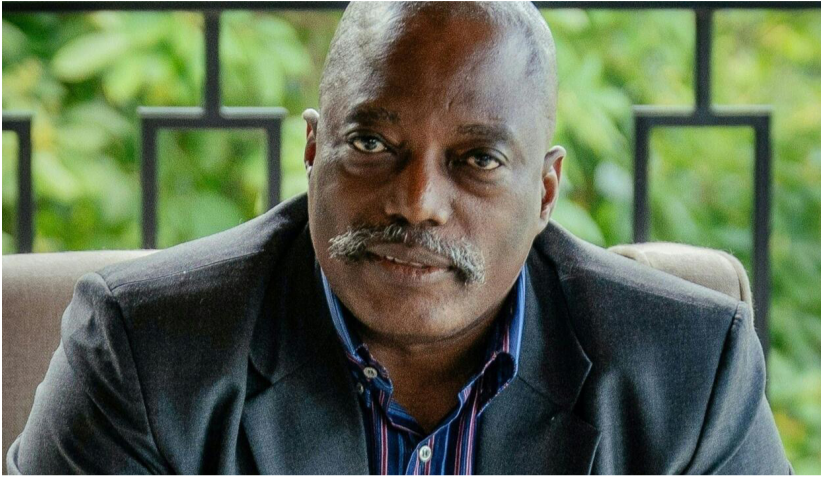
loin en déclarant solennellement que le document Mediapart, qui était à l'origine de cette procédure, était, je cite « un faux ». L'ancien président a été renvoyé devant ce tribunal pour quatre délits. Sur trois, il été relaxé. « Je suis donc condamné pour avoir prétendument laissé faire deux de mes collaborateurs qui auraient eu l'idée d'un financement illégal de ma campagne. Depuis toutes ces années, j'ai assumé toutes mes responsabilités. Je n'ai naturellement refusé aucune audience. J'ai été mis en garde à vue. J'ai été interrogé, ausculté, examiné. De telle façon que la présidente du tribunal a dit qu'il n'y a aucun enrichissement personnel à me reprocher. Et la conclusion qu'en tire le tribunal, c'est que je dois passer cinq années en prison et alors même qu'on connaît mon adresse, qu'on peut me reconnaître dans la rue, que j'ai assumé toutes mes responsabilités, le tribunal prononce l'exécution provisoire de mon adresse. Pour me voir dormir en prison le plus tôt possible », a-t-il poursuivi. Nicolas Sarkozy promet d'in-

terjeter appel de sa condamnation. Mais en attendant cette prochaine étape, il fait une invite au peuple français. « Je demande aux Français qu'ils aient voté ou non pour moi, qu'ils me soutiennent ou non, d'apprécier ce qui vient de se passer. La haine n'a donc décidément aucune limite. J'assumerai mes responsabilités. Je déferlerai aux convocations de la justice. Et s'ils veulent absolument que je dorme en prison, je dormirai en prison. Mais la tête haute. Je suis innocent. Cette injustice est un scandale. Je ne m'accuserai pas de quelque chose que je n'ai pas fait. Naturellement, je ferai appel. Sans doute devrais-je comparaître les monotones aux mains devant la cour d'appel. Ceux qui me haïssent à ce point pensent m'humilier. Ceux qu'ils ont humilié aujourd'hui, c'est l'image de la France. Et si quelqu'un a trahi les Français, ce n'est pas moi. C'est cette injustice à laquelle vous venez d'assister. Je n'ai aucun esprit de revanche. Je n'ai aucune haine. Mais que chacun comprenne bien et l'entende, je me battrais jusqu'à mon dernier souffle pour prouver ma complète innocence », a-t-il conclu dans une vidéo publiée par BFMTV.

Samuel Demba. D

RDC

L'ex-président Joseph Kabila condamné à la peine de mort



L'ancien président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila (2001-2019), a été condamné en son absence à la peine de mort notamment pour « crimes de guerre » et « trahison », ce mardi 30 septembre 2025, à la Haute Cour militaire de Kinshasa. Reconnu coupable - sans circonstances atténuantes - de tous les chefs d'inculpation retenus à son encontre, celui qui a dirigé la République démocratique du Congo (RDC) de 2001 à 2019 a été condamné à la peine de mort. La Haute Cour militaire a rendu son arrêt, ce mardi 30 septembre, estimant que l'ancien chef de l'État avait violé le devoir de réserve, de dignité et de loyauté qu'il devait à l'État congolais. **Joseph Kabila**, qui vit en exil depuis plus de deux ans, était absent de son procès qui avait commencé le 25 juillet. Celui-ci était notamment poursuivi pour « crimes de guerre », « trahison » et « organisation d'un mouvement insurrectionnel » pour ses liens présumés avec le mouvement politico-militaire AFC/M23. Pour l'accusation, Joseph Kabila, 54 ans, était l'un des initiateurs de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), branche politique du M23. La peine de mort avait été requise.

L'ancien président a été reconnu coupable de complicité avec le groupe armé antigouvernemental soutenu par le Rwanda. Ce verdict est historique pour la RDC car Joseph Kabila est le premier président congolais à être condamné par une juridiction militaire. **L'ancien président « est le chef de la coalition AFC/M23 » selon la Haute Cour militaire de Kinshasa**

Pendant près de quatre heures, les juges de la Haute Cour militaire ont motivé leur décision, évoquant l'extrême gravité des faits qui, selon eux, « scandalisent des millions des Congolais dont Joseph Kabila a été le président pendant 18 ans ». Ils sont longuement revenus aussi sur toutes les étapes de l'instruction, la levée des immunités devant le Sénat pour Joseph Kabila, mais aussi les réquisitoires du ministère public et les plaidoiries des parties civiles, explique notre correspondante à Kinshasa, **Paulina Zidi**. La juridiction a ensuite abordé l'ensemble des accusations retenues contre Joseph Kabila et détaillé la chronologie de cette crise avec le M23. La Cour affirme notamment que « Joseph Kabila est le chef de la coalition AFC/M23 » et retient contre lui sa

participation à l'insurrection - en association avec Corneille Nangaa et le Rwanda - pour renverser les institutions congolaises et le régime en place à Kinshasa. La condamnation à mort de Joseph Kabila n'est que le continuum d'une politique qui a commencé depuis plusieurs années. La Haute Cour militaire condamne aussi l'ancien président à verser d'importants dommages et intérêts : plus de 33 milliards de dollars pour l'État congolais, les provinces du Nord et du Sud-Kivu et des associations d'aide aux victimes. Une procédure dénoncée par le camp de l'ancien président. Pour Emmanuel Ramazani Shadary, le secrétaire permanent de son parti, le PPRD, c'est une « vaste blague. Nous avons toujours dit qu'il s'agit d'un procès politique », a-t-il affirmé après le verdict. Au lieu de chercher la cohésion et la réconciliation nationales, ce procès va diviser davantage les Congolais. Alors qu'elles n'avaient pas demandé la condamnation de l'ancien chef de l'État à la peine capitale mais à la réclusion à perpétuité, les parties civiles, de leur côté, prennent acte de cette décision. Elle relève de « la souveraineté du juge [...] ». En tant que professionnels, nous devons donc nous incliner tout en saluant la décision de la Cour », a ainsi réagi Me Richard Bondo, le représentant de l'État congolais. Avocat de plusieurs ONG présentes dans l'est de la RDC, Me Kasongo Mayombo a, pour sa part, salué la tenue d'un procès historique : « Les victimes [des violences au Nord et au Sud-Kivu, NDLR] apparaissent enfin et les souffrances qu'elles vivent

dans l'anonymat ont désormais un auteur. Peut-être même qu'on ira encore plus loin et que l'on trouvera d'autres auteurs ou complices des crimes qu'elles ont endurés. C'est le début de la fin de l'impunité », a-t-il déclaré. Alors que la condamnation à mort de Joseph Kabila suscite également de nombreuses réactions dans la classe politique congolaise, le parti Ecidé de Martin Fayulu, l'une des principales formations d'opposition, estime, elle, n'avoir « pas de jugement à émettre aux décisions de la justice ». Son secrétaire général, Devos Kitoko, préfère renvoyer dos-à-dos l'ancien président et son successeur, l'actuel chef de l'État Félix Tshisekedi, jugeant qu'ils sont l'un et l'autre « les deux principaux acteurs du braquage électoral du 31 décembre 2018 ». Joseph Kabila et **Félix Tshisekedi** ont tous deux saboté les choix du peuple. À ce titre, ils sont comptables devant le peuple. **L'est de la RDC dévasté par 30 années de conflits**

Le verdict était initialement prévu le 12 septembre mais avait été reporté, les parties civiles ayant demandé la reprise de l'instruction. Elles promettaient de nouveaux éléments, notamment des témoins qui devaient démontrer les liens financiers présumés entre l'ancien président et l'AFC/M23. Mais, à la dernière audience, les témoins ne se sont finalement pas présentés. Et le dossier reposait donc sur les éléments déjà présentés par l'accusation. À savoir des prises de parole de Joseph Kabila et de ses proches, ainsi que le présumé témoignage d'un homme présenté comme proche du chef de l'AFC/M23. L'est de la RDC, région située à la frontière du Rwanda et riche en ressources naturelles, notamment en minerais, est dé-

chiée par les conflits depuis 30 ans. Les violences se sont intensifiées début 2025. Le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda, et les troupes rwandaises se sont emparés des grandes villes de Goma en janvier, puis de Bukavu en février. **Joseph Kabila, un exil actif**

Il reste, « un acteur politique majeur et incontournable pour l'avenir de la RDC ». Des mots signés Emmanuel Ramazani Shadary, secrétaire permanent du PPRD, le parti de l'ancien président. Selon son entourage, la ligne n'a pas changé. Les proches de Joseph Kabila renvoient à cette phrase de l'ancien chef de l'État : « Militaire, j'ai juré de défendre le pays jusqu'au sacrifice suprême. » « Hier au pouvoir, aujourd'hui en dehors du pouvoir, je demeure plus que jamais fidèle à ce serment », déclarait-il il y a quatre mois. Dans cette communication, Joseph Kabila disait qu'il était appelé « par le destin ». Il estimait avoir le devoir d'œuvrer pour la paix et de reconstruire un pays en crise. Aujourd'hui, il renforce son réseau à l'international. Il multiplie les déplacements en Afrique, surtout en Afrique de l'Est et en Afrique australe, pour s'assurer du soutien de certains chefs d'État. Conscient des difficultés de son parti au pays, suspendu, avec des dirigeants restés sous surveillance, Joseph Kabila mise aussi sur l'étranger. Il développe des représentations, s'appuie sur des collaborateurs en exil et sur de jeunes militants, dont certains ont quitté le pays. Enfin, Joseph Kabila se voit toujours comme un rassembleur. Celui qui pourrait unir l'opposition, politique ou armée, et poursuivre ses contacts pour bâtir un front plus large contre le président Tshisekedi.

RFI

Royaume-Uni

Deux morts dans une « attaque au couteau » à l'extérieur d'une synagogue de Manchester



Une « attaque au couteau » s'est déroulée ce jeudi 2 octobre à l'extérieur d'une synagogue à Manchester. Après avoir annoncé quatre blessés, la police mentionne deux morts et trois blessés grièvement lors de cette attaque. « Tout danger immédiat semble désormais écarté », a lancé le maire du Grand Manchester, Andy Burnham, sur la radio locale de la BBC, appelant les gens à « ne pas se perdre en conjectures sur les réseaux sociaux ». Deux personnes sont mortes et

trois autres, grièvement blessées, jeudi 2 octobre, devant une synagogue, le jour de la fête de Yom Kippour, à **Manchester**, en Angleterre, au cours d'une attaque considérée comme « terroriste » par la police qui a tiré sur le suspect. La police a raconté sur X avoir été appelée vers 8h30 TU sur le lieu du drame, devant la synagogue d'Heaton Park située dans le quartier de Crumpsall, dans le nord de la ville, après qu'un témoin a vu « une voiture foncer sur des personnes et un

homme être poignardé ». La police avait fait état dans un bilan précédent de blessures causées par un véhicule et par des coups de couteau, sans davantage de précisions. « Un homme soupçonné d'être l'assaillant a été touché par balle » par des policiers et « serait également mort » a-t-elle ajouté, précisant ne pas pouvoir encore le confirmer car celui-ci porte sur lui « des objets suspects » et parlant d'« attaque terroriste ». Une équipe de déminage est sur place. Les « nombreuses personnes » présentes dans la synagogue au moment du drame y ont d'abord été confinées mais ont depuis été évacuées, d'après la même source. Un peu plus tôt, la police avait signalé avoir été appelée vers 8h30 TU devant ce bâtiment, après qu'un témoin a vu « une voiture foncer sur des personnes et un homme être poignardé ». Selon les témoins qui ont contacté la police, « un agent de sécurité a été frappé avec un couteau ». Un important dispositif de sécurité est déployé dans la rue de la synagogue, a souligné un photographe de l'AFP présent sur place. Des membres de la communauté juive

se sont rassemblés près de ce lieu de culte, certains pour prier. **Keir Starmer « horrifié » par l'attaque**

« Je suis horrifié par l'attaque à la synagogue de Crumpsall », au nord de Manchester, a écrit le Premier ministre britannique **Keir Starmer** sur X. « Le fait que cela se soit produit le jour de Yom Kippour, le jour le plus sacré du calendrier juif, rend (cette attaque, ndlr) encore plus horrible », a-t-il ajouté. Le chef de gouvernement a également annoncé des renforts policiers pour assurer la sécurité des synagogues du pays. « Des forces de police supplémentaires sont déployées auprès des synagogues à travers le pays et nous ferons tout pour garantir la sécurité de notre communauté juive », a déclaré Keir Starmer. Selon une source gouvernementale britannique, le dirigeant travailliste a écourté sa présence au Sommet de la Communauté politique européenne (CPE) à Copenhague, pour revenir au Royaume-Uni où il doit présider une réunion d'urgence. De son côté, le roi Charles III a déclaré être « profondément choqué et attristé ». L'ambassade d'Israël au Royaume-Uni a

condamné cette attaque, « odieuse et profondément bouleversante ». L'organisation juive Community Security Trust (CST) a quant à elle dénoncé sur X une « attaque épouvantable ». **Yom Kippour**

Le drame s'est produit le jour de la fête juive de Yom Kippour, la plus sainte du judaïsme. Pendant cette fête, les croyants se rendent habituellement plusieurs fois à la synagogue pour prier. La population juive dans le Grand Manchester était évaluée à environ 28 000 personnes en 2021, selon l'organisation britannique Institute for Jewish Policy Research. Le Royaume-Uni a connu une augmentation du nombre des incidents antisémites ces dernières années, avec un pic depuis le 7 octobre 2023. Le CST en a recensé 1 521 au cours des six premiers mois de 2025, soit une baisse par rapport au record de 2 019 au premier semestre 2024. Toutefois, le chiffre de cette année est le deuxième plus élevé jamais enregistré, a affirmé l'organisation caritative, qui surveille l'antisémitisme en Grande-Bretagne depuis 1984. **RFI**